

# Crise sanitaire : comment le capitalisme nous tue depuis un an

Par le collectif **Archives Révolutionnaires**

<https://archivesrevolutionnaires.com/2021/01/24/crise-sanitaire-comment-le-capitalisme-nous-tue-depuis-un-an/>

Montréal, 24 janvier 2021

Au début de l'année 2020, la presse fait état d'un nouveau virus se propageant à travers le monde. Au printemps, dans un pacte officieux et en attendant d'en savoir plus sur les modalités de transmission et la dangerosité du nouveau coronavirus, la plupart des États capitalistes décident de ralentir, voire de fermer la majeure partie de leur économie. Au Québec, l'état d'urgence sanitaire est déclaré le 13 mars 2020. Pourtant, dès que « l'on en sait un peu plus » et que l'on croit le virus contrôlable, l'ensemble des pays industrialisés rouvrent leur économie : il faut faire vite dans le but de ne pas être laissé derrière. Au début du mois de mai, les magasins, la plupart des entreprises et les garderies entament une réouverture au Québec, la ville de Montréal retardant de quelques semaines sur le reste de la province. Un déconfinement général est amorcé le 25 juin, alors que l'obligation de porter un masque dans les lieux publics fermés est décrétée le 18 juillet : l'économie fonctionne quasi à plein régime, quoique les citoyen.nes doivent changer quelques habitudes de vie. L'été semble offrir un répit avant que le virus ne recommence à se répandre au début du mois de septembre, grosso modo lors de la période du retour en classe et à cause de la baisse graduelle des températures qui pousse la population à passer plus de temps à l'intérieur et dans des lieux moins aérés, au travail comme ailleurs. En janvier 2021, le Québec fait état de plus de 250 000 cas et d'un bilan de plus de 9 400 mort.es de la COVID-19<sup>1</sup>. Qu'est-ce qui nous a menés là ? Pourquoi, malgré un an d'efforts collectifs, la situation semble-telle toujours s'aggraver ? Éléments d'explication.

L'état dans lequel se trouve aujourd'hui le Québec est directement imputable à l'organisation capitaliste de notre société. Les gouvernements québécois des 30 dernières années, en phase avec l'idéologie néolibérale, ont systématiquement détruit les structures de solidarité sociale, au premier rang desquels le système de santé publique<sup>2</sup>. Anémique, le réseau hospitalier est dorénavant incapable de supporter la pression d'un afflux supplémentaire de malades, comme il est incapable de prodiguer des soins adéquats aux patient.es ou d'offrir des conditions de travail dignes à la majorité de ses employé.es. Négligés ou privatisés, les Centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) sont devenus le tombeau des improductif.ves. Dans ce *tout-à-l'économie*, focalisé sur le maintien de la production et de la consommation, le gouvernement – de connivence avec l'industrie – a de surcroît

mis en danger les travailleur.euses en lésinant sur la fermeture du secteur manufacturier, de la construction et de nombreuses autres entreprises. Cette désinvolture a entraîné la concentration des contaminations dans les quartiers ouvriers, révélant au passage les inégalités sociales et la division de classes sur lesquels repose le système capitaliste<sup>3</sup>. Face à cette gestion froide et comptable de la crise, qui réduit l'individu à sa seule fonction productive tout en rudoyant les secteurs reproductifs (santé, éducation...), une colère multiforme se fait entendre. C'est pour dissimuler les facteurs structurels qui alimentent la pandémie et mater la colère qui se généralise que le gouvernement de François Legault (Coalition Avenir Québec) se dédouane en responsabilisant les individus – pourtant victimes de la crise – et qu'il emploie de plus en plus de mesures fondées sur la peur, la répression, la discipline policière et l'autoritarisme.

### **Néolibéralisme et système de santé : un mal profond**

Les gouvernements péquistes, libéraux et caquiste des 30 dernières années, adhérant tous à l'idéologie néolibérale, ont systématiquement détruit les structures de solidarité sociale<sup>4</sup>, en particulier le système de santé publique dont nous aurions tant besoin en ce moment. Le gouvernement de Lucien Bouchard (Parti Québécois) – dans lequel François Legault était ministre – a fait du néolibéralisme une politique d'État en imposant son programme du « déficit zéro » en 1996, une politique à laquelle se sont désormais pliés tous les gouvernements successifs. Le gouvernement libéral de Philippe Couillard, quant à lui, a donné le coup de grâce en opérant des compressions massives et des restructurations au sein du système de santé publique dans le cadre de la « réforme Barrette » amorcée en 2015<sup>5</sup>. Ce programme a entraîné une dégradation majeure des conditions de travail des employé.es du secteur public de la santé, sans compter l'effondrement de la qualité des soins<sup>6</sup>.

Le réseau ressemble maintenant à un monstre centralisé et surbureaucratisé<sup>7</sup>, dans lequel les travailleur.euses ont peu d'ascendant sur les décisions qui affectent leur travail et doivent répondre à des standards de productivité difficilement applicables en contexte de soins<sup>8</sup>. De nombreux.euses employé.es, incapables de supporter plus longtemps une telle pression – d'ailleurs contraire aux principes altruistes du système de santé – quittent leur emploi dans le secteur public, ce qui entraîne des pénuries de personnel. La pandémie n'a fait qu'aggraver cette situation catastrophique. Le gouvernement du Québec a suspendu plusieurs conventions collectives dans le domaine de la santé en mars 2020, s'octroyant ainsi le droit de déplacer le personnel à sa guise et sans égard pour les postes occupés, d'annuler des congés préalablement autorisés et de refuser l'octroi de nouveaux

congés<sup>9</sup>. Aucune réponse n'a par ailleurs été donnée aux demandes légitimes et aux mobilisations des travailleur.euses de la santé concernant l'équipement de protection individuel adéquat, l'interdiction de déplacer le personnel hospitalier pour freiner la propagation du virus, les heures de travail, les congés ou la paie. En décembre 2020, les travailleur.euses de l'hôpital de Chicoutimi imploraient encore leur Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS qui chapeaute une région socio-sanitaire du Québec) de leur fournir des masques N95 afin de freiner la contamination au sein du personnel soignant<sup>10</sup>.

Au cours des années, l'État québécois – responsable du domaine de la santé – s'est montré incapable d'assumer sa responsabilité envers les personnes âgées et les CHSLD, en laissant nombre d'établissements aux mains du secteur privé et en négligeant ceux du secteur public. Sans surprise, les CHSLD privés imposent les pires conditions de travail pour le personnel et les salaires les plus bas, entraînant là aussi une grave pénurie de main-d'œuvre. Ces établissements ont par ailleurs fait la manchette en raison des négligences dont leurs résident.es sont victimes. L'hécatombe dans les CHSLD privés et publics du printemps 2020 est la conséquence tragique d'un mode de gestion entrepreneurial de la société qui rejette sa responsabilité envers les aîné.es (vu.es comme des non-productif.ves) ou qui privatise cyniquement les soins auxquels il.les ont droit. Le travail de reproduction sociale associé à ces soins, principalement dévolu à des femmes (dont beaucoup sont issues de l'immigration) est naturellement dévalorisé en régime capitaliste, sexiste et raciste. Pour remédier à la catastrophe dans le système de santé, aucune solution conséquente ou structurelle n'a été proposée. Le comptable en chef, François Legault, se contente de féliciter les « anges gardiens » (entendre, les travailleur.euses essentiel.les), tout en laissant le système dépérir et en maintenant une attitude condescendante et violente envers celles et ceux qui travaillent dans le domaine de la santé. Les gestionnaires d'établissements continuent d'user de la contrainte envers leur personnel en toute impunité<sup>11</sup>, notamment par l'imposition de « temps supplémentaire obligatoire ». L'appel de plus en plus massif aux agences de placement pour pallier les pénuries de main-d'œuvre contribue par ailleurs à la contamination massive des employé.es comme des patient.es<sup>12</sup>, alors que les « employé.es volant.es » deviennent involontairement et à leur grand dam des vecteurs de transmission.

Nous voilà devant les conséquences des compressions drastiques et des restructurations des gouvernements péquistes, libéraux et caquiste qui, depuis les années 1980, détruisent le système de santé publique que le Québec avait tenté de mettre en place à partir des années 1960. L'économicisme et l'incurie sociale de ces gouvernements successifs tuent les plus vulnérables d'entre nous aujourd'hui. Un réseau décentralisé, bien organisé et bien financé, aux employé.es en nombre suffisant et bénéficiant de bonnes conditions de travail, aurait certainement fait la différence<sup>13</sup>. De

même, si une partie des soins de santé pour les personnes en fin de vie ou âgées n'avait pas été laissée entre les mains du secteur privé, nous n'aurions sûrement pas subi ces terribles pertes en vies humaines dans les CHSLD au printemps 2020. Si nous ne pouvons pas revenir en arrière, il est pourtant primordial de mettre en œuvre des solutions systémiques afin qu'une telle tragédie ne se reproduise jamais. La solution à long terme repose sur une vision de la santé non capitaliste et qui fait fi du productivisme, ainsi que sur une gestion coopérative ou une autogestion des établissements de santé, qui place le bien-être des patient.es et du personnel au premier plan : nous savons déjà que le personnel de santé est le plus apte à organiser convenablement les soins et c'est ce qu'il a prouvé malgré les terribles conditions actuelles. Laissons-le travailler comme il l'entend pour le bien-être, la santé et la dignité de toutes et tous.

### **Une crise pandémique qui en révèle cent autres : quand le capitalisme déconne**

En refusant d'élaborer un plan conséquent, dans le temps long, de fermeture de différents secteurs de l'économie après le printemps 2020, le gouvernement Legault, obsédé par le maintien de la production et de la consommation, a mis en danger un grand nombre travailleur.euses, au premier rang desquels les employé.es des secteurs manufacturiers, de l'entreposage, de l'alimentaire et des services (bien sûr, sans compter celles et ceux de la santé). Ce n'est pas un hasard si la crise sanitaire frappe le plus durement les quartiers ouvriers, populaires et paupérisés – là où vivent les travailleur.euses des secteurs maintenus en activité – depuis le printemps 2020.

C'est un lieu commun de dire que le mode de production capitaliste est créateur de profondes inégalités tant au niveau national qu'international<sup>14</sup>. Ce système, qui génère des bénéfices pour une minorité de privilégié.es et laisse des miettes à la majorité qui produit, s'appuie sur une division de classes, sexuelles et raciales du travail. L'accélération du déconfinement au printemps 2020, alors que la pandémie était loin d'être maîtrisée, a ainsi frappé de plein fouet les travailleur.euses les plus précaires, dont le large contingent des travailleur.euses essentiel.les. Malgré l'insistance médiatique sur les rencontres privées et les *partys*, les principaux lieux d'éclosion ont toujours été les milieux de travail, ainsi que les hôpitaux, les écoles et les garderies (qui sont aussi des milieux de travail). Le 31 août 2020, le journal *Métro* rapportait que quelque 1 200 entreprises montréalaises (excluant les services publics, entre autres les hôpitaux) avaient officiellement recensé au moins un cas de COVID-19 depuis la mi-mars. Parmi celles-ci, environ le quart était considéré comme des foyers d'éclosion<sup>15</sup>. En date du 23 janvier 2021, les milieux de travail comptabilisaient 56,1 % des éclosions terminées, les milieux scolaires, 21,3 % et les garderies, 6,6 %. Quant aux « milieux de vie et de soins », ils

comptaient pour 11,5 % des éclosions terminées alors que la catégorie « autres milieux » en recensait 1,8 %<sup>16</sup>.

Qui sont les travailleur.euses les plus à risque ? En sus des employé.es de la santé et du secteur tertiaire, ce sont les travailleur.euses des secteurs manufacturier, de l'entreposage et de l'alimentaire, des employé.es précaires – en grande partie immigré.es, sans-papiers ou racisé.es – qui doivent travailler dans des conditions difficiles et le plus souvent dangereuses, en « temps normal », mais aussi en temps de pandémie. Les abattoirs, par exemple, ont été des milieux particulièrement touchés par le virus, pour la simple raison que les employé.es sur les lignes de production doivent travailler côte à côte et que les employeurs y négligent les mesures de protection<sup>17</sup>. Des employé.es des entrepôts de Dollarama dénonçaient à l'été 2020 leurs conditions de travail qui ne respectaient aucunement les consignes sanitaires<sup>18</sup>. Dans le secteur manufacturier, on continue à déplacer matin et soir des travailleur.euses dans des autobus scolaires (jaunes), ce qui constitue un important vecteur de transmission auquel les travailleur.euses ne peuvent pas échapper<sup>19</sup>. Tous ces secteurs ont en commun de faire appel massivement aux agences de placement, qui favorisent un grand roulement de personnel et augmentent la difficulté d'organiser des syndicats... et qui permettent aussi au virus de circuler et aux employeurs d'être négligents sans avoir à répondre de leurs actions.

Le ministre Pierre Fitzgibbon ne se gênait pourtant pas pour mentir impunément aussi récemment que le 8 janvier en entretien au *Devoir*<sup>20</sup>, alors qu'il affirmait « qu'il n'y en a pas eu tant que ça [des contaminations en milieu de travail] », reconnaissant pourtant « qu'il y a peut-être eu un peu d'influence » de sa part pour que les manufactures et le secteur de la construction demeurent en activité. Le ministre affirmait compter sur « l'autodiscipline » des entreprises pour éviter les éclosions de COVID-19 en milieu de travail. Nous sommes en droit de nous demander de quelle « autodiscipline » le ministre parle alors qu'un grand nombre d'entreprises fait visiblement passer le profit avant la sécurité et la santé des employé.es. Si plusieurs entreprises lésinent sur les mesures préventives, celles qui les mettent en place, comme les épiceries, trouvent d'autres moyens de malmener leurs employé.es. La chaîne d'épicerie Loblaws, par exemple, a annulé au cours de l'été 2020 son « augmentation salariale d'urgence » de 2 \$ de l'heure qu'elle avait offerte à ses employé.es en raison des dangers encourus par celles et ceux-ci au début de la pandémie. Ce 2 \$ s'ajoutait à un salaire de plus ou moins 13 \$ de l'heure. Pendant ce temps, la fortune de la famille Weston, propriétaire des épiceries Loblaws, s'élevait (en septembre 2020) à 10,8 milliards de dollars<sup>21</sup>... et les caissières et commis de Loblaws continuaient d'être exposé.es au virus lors de la deuxième vague de l'automne.

Dans de telles conditions, les quartiers ouvriers et populaires connaissent les taux de contamination les plus graves de la province depuis le printemps 2020. Ces quartiers, où habitent un grand nombre de préposé.es aux bénéficiaires, d’infirmier.ères, de travailleur.euses des secteurs secondaire et tertiaire, des quartiers où vivent de nombreux.euses travailleur.euses migrant.es et sans-papiers, les plus touchés par la pandémie, sont paradoxalement (mais sans surprise) les plus négligés par les pouvoirs provinciaux et municipaux. Au printemps 2020, *Le Devoir* révèle que les quartiers Saint-Michel, Montréal-Nord et Rivière-des-Prairies à Montréal sont les quartiers les plus touchés par le coronavirus<sup>22</sup>. À la même période, le quartier Parc-Extension connaît une hausse fulgurante des cas de COVID-19. Le même article du *Devoir* rapporte qu’à Montréal-Nord, 40 % des cas de coronavirus sont directement liés aux travailleur.euses de la santé et des CHSLD. Un grand nombre de résident.es de Parc-Extension travaillent quant à eux dans le secteur agricole – lui aussi durement touché par le virus<sup>23</sup> – et dans le secteur de la transformation alimentaire<sup>24</sup>, alors que les logements du quartier sont souvent trop petits pour accueillir les familles qui y vivent<sup>25</sup>. Conditions de travail non sécuritaires et proximité dans les milieux de vie deviennent vite les raisons évidentes de la contamination qui affecte les travailleur.euses et les quartiers populaires, loin du fantasme des « vilain.es fêtard.es » sensé.es être la cause principale de la propagation du virus. Face à cette situation, bien peu est proposé par le gouvernement provincial afin d’aider les travailleur.euses précaires, les locataires paupérisé.es ou les personnes marginalisé.es, entre autres. L’incurie des administrations provinciales comme municipales a forcé des citoyen.nes bénévoles à prendre en charge la prévention, la distribution de masques, le dépistage ou encore l’aide alimentaire. À Montréal-Nord, ce sont des bénévoles (lié.es aux organisations de quartier Hoodstock, Paroles d’excluEs et Un itinéraire pour tous notamment) qui se sont occupé.es de la sensibilisation ainsi que de la distribution de matériel de protection individuelle et de denrées alimentaires<sup>26</sup>.

La précarité économique, les emplois à risque, le manque de logements adéquats, le surpeuplement et la densité de certains quartiers sont les facteurs systémiques déterminants qui amplifient la crise pandémique. Le port du masque est certes l’une des meilleures barrières contre la transmission du virus en situation fermée, mais comment espérer que des employé.es travaillant, par exemple, dans une cuisine surchauffée et étroite puissent respecter ledit port du masque durant huit heures d’affilée ? Comment croire que les lieux de travail seraient magiquement immunisés contre les éclosions, alors que c’est pourtant eux qui mettent en contact le plus régulièrement et avec la plus grande proximité le plus grand nombre de personnes, sans compter la négligence des entreprises qui sont là pour le profit et non pour le bien-être et la santé des employé.es ? Comment ignorer que le fait d’habiter dans des logements trop petits, mal aérés et surpeuplés – c’est le cas pour une grande partie des travailleur.euses – contribue à la propagation du virus ? Si les mesures « de base » (distanciation,

lavage de mains, port du masque, etc.) sont efficaces pour freiner la propagation du coronavirus, il faut pourtant, afin qu'elles portent réellement fruit, qu'elles soient accompagnées de mesures structurelles favorisant réellement et durablement la distanciation sociale, au travail comme à la maison, sans abandonner des pans entiers de la population à leur sort.

Pour ce faire, il est nécessaire d'impliquer les travailleur.euses (des secteurs public et privé) et leurs organisations, notamment les sections syndicales locales, dans la mise en place des mesures sanitaires et que celles et ceux-ci jugent des conditions adéquates et sécuritaires de leur travail. Il faut (à court terme) régulariser la demi-journée de travail sans perte de revenu, réduire fortement et durablement les effectifs, fermer les lieux de travail dangereux et non essentiels, ne plus tolérer la complaisance envers les grandes industries et maintenir une aide financière conséquente pour toutes les personnes affectées par la crise. La situation d'un grand nombre de travailleur.euses à risque est invisibilisée et évacuée du discours gouvernemental et médiatique, car il reste malvenu de dire que les milieux de travail sont les lieux principaux de la contamination. Cela ne doit pas nous surprendre, puisque le gouvernement place l'économie avant le bien-être de la population, mais nous ne pouvons pas faire l'autruche et accepter béatement cette supercherie. S'il est bien plus commode de mettre en accusation le jeune, le fêtard, le voyageur ou n'importe quelle figure à même d'attiser la grogne populaire dans la situation actuelle, il faut nous rappeler que celles et ceux qui perpétuent et amplifient la crise sanitaire et sociale sont nos dirigeant.es – gorgé.es d'idéologie néolibérale – de connivence avec les industriel.les et autres patron.nes sans scrupules : c'est contre eux et elles que doit se tourner notre colère.

En refusant d'agir, le gouvernement ne fait qu'empirer les choses. En plus de négliger la santé et la sécurité des travailleur.euses, l'obsession productiviste de François Legault l'a poussé à laisser tomber le secteur de la culture et ses travailleur.euses<sup>27</sup> ainsi que de nombreux groupes aux marges de l'activité économique. Un grand nombre de personnes n'a eu droit à aucune aide, parce que leurs revenus n'étaient pas déclarés avant la crise, alors que bien d'autres ont dû se débrouiller avec les mêmes montants misérables – les personnes recevant de l'aide sociale ou du chômage par exemple – qu'avant la crise, qui a pourtant durci la situation socio-économique pour toutes et tous. Le gouvernement se sent légitime de laisser tomber, plus que jamais, cette large population à la marge de la production, et ce, en pleine période de crise<sup>28</sup>. Enfin, l'arbitraire policier continue de s'abattre avec la bénédiction du gouvernement et nombre de personnes continuent de souffrir et de mourir<sup>29</sup>.

En somme, malgré l'ampleur de l'actuelle tragédie, les idéologues néolibéraux continuent de négliger le système de santé et de violenter ses employé.es, l'économie reste privilégiée aux dépens de la sécurité, de la santé et de la dignité des gens, les quartiers ouvriers et immigrants sont encore les plus frappés, alors que bien sûr, les travailleur.euses les plus pauvres ainsi que les personnes les plus marginalisées voient leur fardeau alourdi. Dans cette situation intenable pour la majorité, ce que toutes et tous demandent, c'est une pause économique et une organisation solidaire. Mais le gouvernement, à l'encontre du bon sens et du respect qui est dû à la population, effectue plutôt une fuite vers l'avant et impose une gestion de plus en plus autoritaire de la catastrophe dont il se rend lui-même coupable.

### **Pas de solution policière à la crise sanitaire... et sociale**

La stratégie du gouvernement caquiste, depuis la réouverture partielle de l'économie au printemps 2020, a été de faire reposer la responsabilité pandémique sur l'action d'individus récalcitrants tout en refusant de s'attaquer aux causes structurelles qui perpétuent et aggravent la crise. Cette gestion basée sur la culpabilisation individuelle et le dédouanement institutionnel – qui ramène par ailleurs l'individu à ses fonctions productive et consommatrice tout en négligeant les secteurs reproductifs (santé, éducation...) – a entraîné une colère multiforme portée par différents secteurs de la société : les personnes âgées, les locataires, les communautés autochtones, les travailleur.euses de la santé, le milieu communautaire, les syndicats, etc. C'est pour mater cette colère toujours plus visible et pour dissimuler les facteurs structurels qui alimentent la pandémie, le tout afin de maintenir la production, que le gouvernement a employé de plus en plus de mesures fondées sur la peur, la répression, la discipline policière et la responsabilisation individuelle jusqu'à ce jour.

Depuis le début de la crise, l'explication que le gouvernement Legault a privilégiée afin d'expliquer les difficultés dans la lutte contre le coronavirus et les différentes recrudescences de la maladie est celle qui met en cause les comportements individuels négligents, au travail ou dans la vie de tous les jours. S'il est bien sûr important de respecter les mesures de distanciation sociale, de réduire au minimum les contacts sociaux et les déplacements et d'adopter une hygiène de vie préventive (port du masque, lavage des mains) afin de ne pas mettre inutilement d'autres personnes en danger, il est faux de croire que cela suffise à endiguer la transmission, alors que de nombreuses personnes sont objectivement dans l'impossibilité de se prémunir ainsi que leur entourage : toutes et tous sont loin d'être égaux devant la pandémie<sup>30</sup>.



Comme nous l'exposons, la précarité économique, les environnements de travail et de soins déstructurés et dangereux, les logements trop petits, surpeuplés et mal ventilés, les quartiers denses et la ségrégation sociale sont d'importants facteurs qui contribuent à la perpétuation de la crise pandémique, sans égard pour la « morale sanitaire » des individus<sup>31</sup>. Il est plutôt facile de respecter les mesures sanitaires pour celles et ceux qui sont en télétravail ou en télé-école, ou qui habitent dans des maisons spacieuses avec toutes les commodités, dont un grand terrain ; il devient beaucoup plus difficile d'éviter les contaminations pour celles et ceux qui sont forcés de travailler, celles et ceux dont les enfants vont à l'école, qui habitent avec plusieurs personnes ou qui sont sans domicile fixe, qui sont incarcérés ou qui plus globalement manquent de ressources de toutes sortes. En maintenant un discours qui met l'accent sur l'agir problématique des « individualistes », le gouvernement détourne l'attention et contribue à créer un climat de suspicion sociale généralisée où chacun devient l'ennemi de tous, chaque contaminé devenant de plus un poids sur la société, un coupable – probable individualiste – plutôt qu'une victime du virus qui a besoin de bienveillance et de soins. En parallèle à cette culpabilisation, les gouvernements ont fait bien peu pour soutenir les efforts de solidarité, s'assurer de la mise à niveau des normes sanitaires dans les entreprises, financer le secteur de la santé ou s'occuper de la ventilation dans les écoles, un effort simple et important qui aurait pu être fait durant l'été, du propre aveu du ministre de la Santé Christian Dubé<sup>32</sup>. Le climat de répression nuit d'autant plus aux efforts de lutte contre le virus qu'il fait craindre aux personnes atteintes de la maladie de dévoiler des informations sur leurs activités à la santé publique, par peur de recevoir une amende de 1000 \$ à 6 000 \$ (l'ampleur des amendes peut faire hésiter bien des gens, même s'ils n'ont « rien à se reprocher »)<sup>33</sup>. Il devient alors difficile de retracer les tierces personnes qui pourraient être porteuses de la COVID puisqu'elles auraient été en contact avec un.e tel.le malade.

Le manque de transparence du gouvernement dans plusieurs dossiers, son mépris affiché pour les êtres humains qu'il persiste à infantiliser et son manque d'écoute face aux nombreuses revendications légitimes (des locataires, des travailleur.euses, des syndicats, des communautés autochtones, des professeur.es, des organismes communautaires, des organisations pour la protection des droits des personnes migrantes ou sans-papiers, etc.) ont contribué à propager un sentiment de colère au sein de la population qui a donné lieu à de nombreuses mobilisations tout au long de l'année 2020. Dans cette situation de gestion de crise à la fois économiciste et méprisante, qui impose régulièrement de nouvelles contraintes sur les individus, cette colère a parfois pris des formes erratiques, entre autres au sein des mouvements complotistes eux-mêmes plus ou moins poreux à des idées d'extrême droite ou libertariennes. Cette colère confuse, que le gouvernement utilise comme un épouvantail, ne saurait pourtant cacher toutes les colères et révoltes justifiées, venant de nombreux secteurs de la société.

Le paroxysme de la gestion policière, antisociale et procapitaliste de la crise est atteint au début de l'année 2021, alors que le gouvernement du Québec impose un couvre-feu généralisé à l'ensemble du territoire le 9 janvier. Alors même que le couvre-feu est annoncé, le Dr Horacio Arruda, directeur national de la santé publique, avoue qu'aucune étude contrôlée n'a démontré l'efficacité d'une telle mesure<sup>34</sup>. On sent bien ici que le gouvernement responsabilise indûment les citoyen.nes qui, somme toute, font de leur mieux, alors que lui ne fait pas même l'effort d'investir conséquemment en santé, de traiter dignement les infirmières, de ventiler les écoles ou encore d'imposer une pause économique digne de ce nom<sup>35</sup>. La répression détourne l'attention et donne l'impression de l'action. Comme cette gestion autoritaire ne sert qu'à cacher l'échec du gouvernement, il faut bien la justifier d'une manière ou d'une autre. La ligne communicationnelle du gouvernement est circulaire : la nécessité de la répression se voit confirmée du fait même que l'on trouve toujours des contrevenant.es au nouveau règlement gouvernemental (tel.le citoyen.ne prenant une marche tardive, telle autre personne itinérante...). En date du 18 janvier, c'est plus de 200 contraventions par jour qui étaient données pour non-respect du couvre-feu<sup>36</sup>, alors même que nous parvenait la nouvelle du décès de Raphaël « Napa » André, un homme innu sans domicile fixe, mort seul alors qu'il se cachait des policiers dans une toilette chimique durant le couvre-feu<sup>37</sup>. La crise continue pourtant d'être alimentée par les déficiences structurelles d'un système de santé détruit et par les contaminations sur les lieux de travail, malgré que le gouvernement s'en prenne à ses propres citoyen.nes afin de cacher son échec, tout en forçant le maintien de la production. La gestion autoritaire du gouvernement vise à obliger les gens à se conformer, à travailler et à consommer, ni plus ni moins<sup>38</sup>. En contrepartie, le plan de reconfinement partiel ne prend pas en compte les ressources complètement défailiantes, tant communautaires qu'en santé mentale ou financières, laissant un grand nombre de personnes – considérées comme « improductives » – sans aucune aide ni ressource.

Bref, devant le mécontentement populaire qui s'est développé en raison de l'incapacité du gouvernement à gérer la crise, la stratégie de la CAQ a été de se dédouaner de sa responsabilité en mettant la faute sur les lambdas. Cela lui permet de cacher sa gestion erratique – d'un point de vue sanitaire – tout en créant un bouc émissaire. Ensuite, cela justifie l'ensemble de son programme autoritaire, qui sert en fait à mater la colère légitime, à imposer le maintien de l'activité économique et à obliger les travailleur.euses de nombreux secteurs à continuer le boulot : cette manière de faire perpétue paradoxalement la situation de crise et de contamination, en raison de l'ouverture des manufactures et de la construction par exemple. Le gouvernement, complètement borné, refuse d'avouer ses torts qu'il attribue à autrui tout en continuant d'entretenir la catastrophe sanitaire. Pourquoi, pour le bénéfice d'une poignée d'industries, et ce, à court terme ? Et contre quoi, contre la

santé, la sécurité, la dignité de toutes et tous ? La conséquence de cette approche est une répression démesurée, mal ciblée et foncièrement inique, alors que de nombreuses personnes continuent de mourir. La conséquence en est aussi une colère grandissante, qui – souhaitons-le – viendra bientôt ébranler ce gouvernement incapable et népotique ainsi que son idéologie néolibérale, son économie capitaliste et plus largement l'ensemble de ses structures antisociales.

### **En guise de conclusion : des solutions solidaires**

Il est clair que la perpétuation de la crise sociale et sanitaire actuelle est due à (au moins) trois facteurs systémiques : premièrement, la faiblesse généralisée du système de santé publique, victime de la gestion entrepreneuriale des gouvernements acquis à l'idéologie néolibérale ; deuxièmement, la priorité absolue accordée à l'économie (à la production et à la consommation notamment), entraînant une négligence constante quant aux conditions de travail et de vie des travailleur.euses, fortement à risque de contracter le coronavirus ; et troisièmement, le choix d'une gestion culpabilisante et autoritaire envers les individus plutôt qu'une prise en charge collective, conséquente et structurelle de la crise, des problèmes qu'elle soulève et des solutions qui s'imposent. L'actuelle crise sociale et sanitaire est assurément favorisée, perpétuée et même amplifiée par ces trois facteurs qui lui préexistaient, mais qui révèlent plus que jamais leur toxicité. Il faudra bientôt penser collectivement à se débarrasser de l'idéologie néolibérale, de l'économie capitaliste et de la norme individualiste si nous voulons éviter de telles catastrophes à l'avenir, si nous voulons collectivement vivre<sup>39</sup>.

Une accusation fréquente portée contre ceux et celles qui critiquent l'actuelle gestion gouvernementale consiste à dire que ce n'est pas le temps de critiquer puisqu'il est déjà trop tard (autrement dit, il vaudrait mieux agir sans penser maintenant et réfléchir plus tard puisque « l'heure est grave »). Pourtant, comment ne pas critiquer alors que ce sont l'État et les industries qui sont responsables de la perpétuation de la crise, alors même que l'obsession productiviste et le refus obstiné d'investir dans les structures de solidarité sociale continuent de nourrir la bête pandémique ? Ce n'est pas parce que François Legault tente de cacher l'éléphant dans la pièce, son échec retentissant causé par son mépris des services publics et sa complaisance envers le secteur privé, que nous devons tomber dans le panneau. Les gouvernements sont ceux qui possèdent, de loin, les plus grands leviers et ressources pour faire face à la crise. Il est de leur devoir d'agir à court terme. Nous sommes dans une pandémie mondiale depuis plus d'un an, l'Institut national de la santé nous informe rigoureusement de son développement, un grand nombre de scientifiques identifient les véritables facteurs de contagion ; comment se fait-il que le gouvernement n'agisse pas pour la population et à

l'encontre de sa doxa économiciste, du moins pour un temps afin de sauver des vies et notre dignité collective ?

Le gouvernement a eu tout le temps d'installer des purificateurs d'air ainsi que des systèmes de ventilation dans les bâtiments publics, puis d'obliger le secteur privé à faire de même. Il a eu le temps de mettre les écoles à niveau<sup>40</sup> et de fournir des ressources aux parents, comme il a eu l'occasion d'offrir le soutien et les ressources justement réclamées par les communautés autochtones. Il a eu un an pour établir et imposer un plan de fermeture (majoritaire) et de sécurisation des secteurs manufacturier et de la construction ainsi qu'agroalimentaire. Il a eu le temps de financer le système de santé, les services communautaires, l'aide aux aîné.es, l'aide aux itinérant.es, l'aide aux groupes marginalisé.es. Il aurait pu à tout moment troquer sa rhétorique méprisante envers les travailleur.euses et la population pour une attitude respectueuse. La liste est trop longue de ce qu'il aurait pu et dû faire. Il n'y a pas lieu de croire qu'un gouvernement qui est capable de mettre en œuvre une répression qui s'étend chaque nuit à l'ensemble du Québec soit incapable de fournir des ressources conséquentes afin de s'attaquer aux facteurs systémiques qui aggravent la pandémie actuelle. Nous sommes peut-être trop avancés dans l'actuelle crise pour transformer en profondeur le système de santé avant que celle-ci se termine, mais il n'est jamais trop tard pour fournir les ressources adéquates fondées sur la solidarité sociale et le soin plutôt que sur la répression et la peur. Si le gouvernement refuse d'agir conséquemment depuis un an, c'est qu'il est incapable d'aller, ne serait-ce que durant quelques mois, à l'encontre de son essence entrepreneuriale et économiciste. Ce gouvernement et les précédents, néolibéraux et capitalistes, ont donné la preuve qu'ils n'étaient capables que de nous mener collectivement à la catastrophe et à la mort, en cette circonstance comme en d'autres.

À brève échéance, face à cette crise sociale et sanitaire, nous devons envisager des solutions faites par et pour les personnes concernées, qui savent mieux que quiconque ce dont ils et elles ont besoin pour bien faire leur travail, se protéger ainsi que leurs proches et leurs collègues. Tou.tes les travailleur.euses de la santé, des services publics et des entreprises privées doivent être écouté.es quant à l'organisation sécuritaire de leur lieu de travail et à la gestion pandémique de ces lieux. Nous devons exiger que les citoyen.nes soient impliqué.es à tous les niveaux dans la gestion de la crise et que nous ayons collectivement le contrôle sur les décisions nous affectant. La fermeture d'une grande partie de l'économie, accompagnée d'un soutien financier et global pour les travailleur.euses ainsi que pour tou.tes les citoyen.nes, doit devenir une priorité. Un gel immédiat et prolongé des loyers est aussi nécessaire. Nous devons exiger plus d'investissements en santé et dans le système d'éducation ainsi que le financement massif et la réouverture totale et sans contrainte des organismes d'aide aux plus démunis.es. La fin immédiate du couvre-feu est une condition *sine qua non* au commencement

d'une gestion socialement acceptable, non violente, non culpabilisante et collaborative de la crise. Nous devons miser le plus possible sur l'auto-organisation, avec l'obtention de tous les moyens de l'État, quitte à les lui prendre s'il nous les refuse.

Cette crise pandémique, dont nous ne sommes toujours pas sortis, doit aussi nous faire réfléchir à de nouvelles formes d'organisation non capitalistes et non soumises aux impératifs capitalistes, à un système de santé renouvelé, solidaire, communautaire et autogéré<sup>41</sup>. La prolifération des groupes d'entraide au début de la pandémie et les réflexes altruistes que nous constatons depuis un an montrent qu'il est possible d'envisager une société basée sur les principes de la solidarité et de la communauté, de la coopérative et de l'autogestion : nous savons ce qui est le mieux pour nous, autoorganisons-nous selon nos volontés<sup>42</sup>. Car disons-le, à moyen terme, nous ne pourrions plus tolérer l'idéologie néolibérale et le régime capitaliste qui détruisent nos vies ; nous ne pouvons plus, après l'échec gouvernemental actuel, nous fier ni aux gestionnaires des vieux partis, ni à leur potage idéologique infect, ni à leur système qui alimente la catastrophe. L'angoisse et la tragédie actuelles ne doivent pas nous empêcher de continuer à réfléchir de manière critique au monde qui nous est imparti. Maintenant, organisons-nous et mettons la pression sur nos gouvernements, avant de mener à terme notre combat contre l'État et le capitalisme puis d'édifier notre société nouvelle, solidaire, communautaire, coopérative et autogérée.

---

<sup>1</sup> Plus d'une personne sur mille est morte de la COVID-19 au Québec en moins d'un an et ce bilan ne cesse de s'alourdir.

<sup>2</sup> Dans ce texte, notre critique vise principalement les gouvernements provinciaux québécois, dont relève le système de santé publique. Nous ciblons particulièrement le gouvernement de François Legault (Coalition Avenir Québec), élu majoritairement en octobre 2018 et principal gestionnaire de la crise sanitaire et sociale dans la province depuis le début de l'année 2020.

<sup>3</sup> La crise a donc servi à révéler et à accélérer « les tendances de fond qui traversaient les sociétés », précipitant quelque peu la transition vers un certain « capitalisme numérique ». Pour en savoir plus : <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/01/CORDONNIER/62635>

<sup>4</sup> Pour les peuples autochtones, ces structures de solidarité sociale, dont des services de santé adéquats, n'ont jamais réellement été mises en place. De plus, le système québécois est encore rongé par le racisme systémique, comme en a récemment témoigné la mort de Joyce Echaquan, femme atikamekw, survenue le 28 septembre 2020 sous les insultes racistes du personnel de l'hôpital de Joliette.

<sup>5</sup> <https://www.lapresse.ca/actualites/sante/2019-09-17/reforme-barrette-la-sante-publique-frappee-de-plein-fouet>

<sup>6</sup> Le secteur privé a lui aussi contribué à cette situation, en pressurant les gouvernements successifs pour qu'ils ne répondent pas aux exigences légitimes des employé.es du secteur public... afin d'éviter de voir des exigences semblables formulées dans le secteur privé : <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/la-memoire-selective-du-milieu-des-affaires-quebecois>

<sup>7</sup> Cette centralisation est diamétralement opposée aux principes qui devaient fonder le système de santé publique au Québec, à savoir les soins de proximité et les cliniques de quartier, les fameux CLSC (Centre local de services communautaires).

<sup>8</sup> L'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) a produit un dossier très complet sur les conséquences des compressions et des restructurations néolibérales sur le système de santé. En 2017, l'Institut a publié une étude complète sur l'allocation des ressources pour le domaine de la santé et des services sociaux au Québec. Le dossier et l'étude sont disponibles en ligne : <https://mailchi.mp/iris-recherche.qc.ca/sante>

<sup>9</sup> <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1756578/ciuss-ouest-ile-montreal-annulation-vacances-hiver-2020>

<sup>10</sup> <https://www.lequotidien.com/actualites/la-fiq-propose-un-projet-pilote-n95-a7621e61ad2014d839f73cb1f48c8bba>

- 
- <sup>11</sup> <https://www.journaldequebec.com/2018/08/27/des-employes-dun-chsld-embarrees-pour-en-forcer-une-a-rester-au-boulot-denonce-le-syndicat>
- <sup>12</sup> <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2020-05-16/agences-de-placement-la-faille-du-reseau>
- <sup>13</sup> Un réseau, donc, fait par et pour les communautés, dont les valeurs centrales sont le soin, le respect et la dignité, comme en réclament par exemple les communautés autochtones – sans réponse – depuis des lustres.
- <sup>14</sup> Le système capitaliste est en effet le grand responsable de la perpétuation et de l’amplification de la crise sociale et sanitaire actuelle. À ce sujet : <https://www.contretemps.eu/lecture-anticapitaliste-pandemie-covid19/>
- <sup>15</sup> <https://journalmetro.com/local/saint-laurent/2507034/entreprises-covid-drsp-montreal/>
- <sup>16</sup> <https://www.quebec.ca/sante/problemes-de-sante/a-z/coronavirus-2019/situation-coronavirus-quebec/>
- <sup>17</sup> <https://ricochet.media/fr/3133/abattoirs-contagion-covid19-quebec-canada-2020-olymel>
- <sup>18</sup> <https://iwc-cti.ca/fr/les-artistes-montrealais-soutiennent-la-campagne-pour-la-justice-des-travailleur-euse-s-du-dollarama/>
- <sup>19</sup> <https://www.ledevoir.com/societe/sante/592711/coronavirus-comment-briser-la-deuxieme-vague>
- <sup>20</sup> <https://www.ledevoir.com/economie/592907/coronavirus-des-mesures-non-desastreuses-pour-l-economie-selon-pierre-fitzgibbon>
- <sup>21</sup> <https://www.rcinet.ca/fr/2020/09/22/la-richesse-des-milliardaires-canadiens-a-explose-en-pleine-pandemie/>
- <sup>22</sup> <https://www.ledevoir.com/politique/montreal/577870/montreal-nord-saint-michel-et-riviere-des-prairies-sont-des-quartiers-chauds-de-la-pandemie>
- <sup>23</sup> <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1711732/travailleurs-etrangers-vegpro-main-doeuvre-stable-eclosion-coronavirus>
- <sup>24</sup> <https://www.ledevoir.com/politique/montreal/578424/inquietude-dans-parc-extension>
- <sup>25</sup> <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/parc-extension-covid-19-rate-increase-1.5775079>
- <sup>26</sup> <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1699608/protection-epidemie-coronavirus-depistage-communaute> et <https://www.ledevoir.com/societe/586931/la-pandemie-ce-puissant-revelateur>
- <sup>27</sup> <https://www.ledevoir.com/culture/593541/coronavirus-un-travailleur-de-la-culture-sur-quatre-a-perdu-son-emploi-en-2020>
- <sup>28</sup> Un exemple parmi d’autres : <https://www.ledevoir.com/societe/sante/593644/hausse-des-psychose-toxiques-chez-les-itinerants>
- <sup>29</sup> Un arbitraire et une violence qui affecteront certainement de manière disproportionnée les personnes autochtones et racisées, les minorités de genre, les femmes, etc., alors que l’on sait que les corps policiers sont gangrenés par le racisme, l’homophobie, la transphobie et le sexisme (entre autres). Le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) reconnaît par exemple lui-même le racisme systémique dans son organisation sans agir conséquemment pour le supprimer. Voir entre autres : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1712386/spvm-reconnaissance-caractere-systemique-racisme-discrimination-rapport-ocpm>
- <sup>30</sup> À ce sujet : <https://www.college-de-france.fr/site/didier-fassin/L-illusion-dangereuse-de-legalite-devant-lepidemie.htm>
- <sup>31</sup> La situation d’inégalité de conditions et d’exigences face à la pandémie n’est pas différente en France : « À l’opposé de cette figure du bourgeois confiné, en capacité de travailler à distance ou de profiter de ses enfants dans un cadre spacieux et agréable, les personnes qui travaillent dans les centres de tri ou les entrepôts, les assistantes maternelles, les livreurs, les éboueurs, les femmes de ménage, les aides à la personne, etc., témoignent toutes de l’absence de gants, de masques, de possibilité d’observer la distance requise [...] des difficultés à trouver comment garder leurs enfants, d’assurer les cours à la maison [...]. Elles doivent obéir aux injonctions contradictoires du gouvernement, le ‘en même temps’ qui dit ‘allez travailler, mais ne sortez pas, car vous mettez les autres en danger’, sans que les moyens minimaux de protection ne soient fournis. » Article complet : <https://www.contretemps.eu/travail-invisible-confinement-capitalisme-genre-racialisation-covid-19/>
- <sup>32</sup> <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/589529/quebec-aurait-du-s-occuper-de-la-ventilation-dans-les-ecoles-admet-dube>
- <sup>33</sup> <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1761546/covid-enquete-tracage-quebec-coronavirus-sante-publique>
- <sup>34</sup> <https://www.ledevoir.com/societe/sante/592788/point-de-presse-legault-17h>
- <sup>35</sup> « Il est désormais évident pour une majeure partie des populations qui ont eu à en subir les conséquences que ces gouvernants sont prêts à tout pour masquer leur impéritie, leur absence de prise sur des événements, surtout leur responsabilité dans l’insuffisance notoire de la capacité de réaction d’un appareil sanitaire qu’ils ont sciemment affaibli, au prix de mensonges redoublés que leur redoublement même finit par trahir. » Citation tirée de : <https://www.contretemps.eu/covid-19-sorties-crise/>
- <sup>36</sup> <https://www.ledevoir.com/societe/593510/deux-cents-contraventions-par-jour-pour-non-respect-du-couvre-feu>
- <sup>37</sup> <https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2021-01-18/un-itinerant-autochtone-meurt-dehors-pendant-le-couvre-feu.php>
- <sup>38</sup> L’analyse du couvre-feu comme mesure autoritaire réduisant l’individu à sa seule fonction productive est partagée par plusieurs : <https://acta.zone/couvre-feu-produire-quoi-quil-en-coute/>
- <sup>39</sup> Les mêmes facteurs idéologiques et économiques ainsi que les structures qui en découlent nous ont précipités dans la crise climatique, dont il est incertain que nous sortions collectivement indemnes ; une raison de plus pour réfléchir sérieusement au rejet du modèle économique capitaliste et de la gouvernamentalité qui lui est concomitante.

---

<sup>40</sup> Le gouvernement provincial aurait en effet pu installer des purificateurs d'air dans les écoles, les hôpitaux et divers bâtiments publics, comme le lui conseillait l'Agence de la santé publique du Canada :

<https://ricochet.media/fr/3436/oui-les-purificateurs-dair-peuvent-etre-utiles>

<sup>41</sup> Un tel système est loin d'être une utopie et les auteur.es du présent texte sont loin d'être les seul.es à l'appeler de leurs vœux : <https://www.contretemps.eu/sante-publique-economie-democratique/>

<sup>42</sup> Un tel monde autogéré est envisageable et possible : <https://www.contretemps.eu/autogestion-autre-monde-possible/>